

Retour sur les enjeux de la nationalisation d'EDF



Article rédigé par *Portail de l'IE*, le 13 avril 2023

Source [Portail de l'IE] : Le gouvernement a entrepris la renationalisation complète d'EDF en juillet 2022 afin de pallier les problèmes financiers de l'énergéticien et de financer le grand carénage et la construction des nouveaux EPR annoncés lors du discours d'Emmanuel Macron à Belfort. Entre libéralisation du marché de l'électricité, construction de nouveaux réacteurs, grand carénage et inaccessibilité du capital, retour sur les enjeux et contextualisation de la nationalisation d'EDF.

Si, depuis 2011 et la catastrophe de Fukushima, l'Europe a pris ses distances avec le secteur du nucléaire civil, les choses ont aujourd'hui bien changé. La France, pays où le nucléaire constitue près de 70 % de la production électrique, devait, depuis 2015 et le quinquennat de François Hollande, réduire de 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025 pour « [esquisser un nouveau modèle de consommation et de production énergétique](#) ». Pourtant, dès 2019, les ambitions étaient revues à la baisse : de 2025, l'objectif de réduction de 50 % était repoussé à 2035 avant d'être tout bonnement [supprimé](#). Puis, en février 2022, arriva la guerre en Ukraine qui fit définitivement voler en éclat les espoirs écologistes de diviser par deux la part de la production d'électricité d'origine nucléaire à la faveur de sources d'énergie renouvelable. La contraction de l'approvisionnement européen en énergies fossiles et l'insécurité énergétique qui en résulte sont venues redorer le blason du nucléaire.

Emmanuel Macron a annoncé, lors de son discours tenu à [Belfort](#) en février 2022, vouloir construire six nouveaux EPR pour un montant de [51,7](#) milliards d'euros. Des études sur la construction de 8 EPR supplémentaires sont également en cours. Un rapport de la commission des affaires économiques du Sénat de juillet 2022 [conseille](#), quant à lui, la construction de 14 EPR. Bref, la place du nucléaire dans le mix énergétique français n'est désormais plus menacée, malgré les cris d'orfraie des détracteurs de l'atome.

C'est dans ce revirement total de la politique énergétique française que s'inscrit la renationalisation complète d'EDF, annoncée en juillet 2022. Elle implique le rachat de [16 %](#) des parts cotés en bourse de l'énergéticien français pour un montant de 9,7 milliards d'euros. En revanche, l'objectif du gouvernement de sortir *EDF* de la bourse pour [relancer](#) plus facilement le nucléaire se heurte aux actionnaires qui considèrent le prix de rachat de 12 euros l'action comme trop bas. Une décision de la Cour d'appel de Paris est attendue début mai 2023.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)